

Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors
SCP 31801

**Convention collective de travail du 21 mai 2007 octroyant un avantage social
complémentaire au personnel administratif et social**

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

Article 1

La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des services qui ressortissent à la Sous-commission paritaire 318.01.

Article 2

Pour l'application de la présente C.C. T., il faut entendre:

- Par travailleur: le personnel employé administratif et social, tant féminin que masculin;
- Par travailleur à temps plein : tout travailleur qui preste, par trimestre, au moins 51 % du nombre d'heures de travail ou de journées de travail prévues dans le service pour un emploi à temps plein ;
- Par travailleur à temps partiel : tout travailleur qui preste, par trimestre, 50% ou moins du nombre d'heures de travail ou de journées de travail prévues dans le service pour un emploi à temps plein ;
- Par exercice social: la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre;
- Par période de maladie: les périodes d'incapacité totale résultant d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle ou dues à un accident ou une maladie autre que professionnel;
- Par mois dans le cadre du calcul de l'avantage social: un mois complet ainsi que tout mois au cours duquel le contrat de travail a pris cours au plus tard le quinze et tout mois au cours duquel le contrat de travail a pris fin, après le quinze.

CHAPITRE II - OBJET

Article 3

Les travailleurs occupés par un des services visés à l'article 1 ont droit à un avantage social complémentaire à charge du Fonds social dans les conditions fixées par la présente convention collective de travail.

CHAPITRE III - CONDITIONS D'OCTROI

Principe général

Article 4

§1. Pour bénéficier du montant total de l'avantage social, les travailleurs visés à l'article 1er doivent remplir au 1^{er} janvier de l'exercice précédent les conditions suivantes:

1) être affiliés à une des organisations représentatives des travailleurs, à savoir :

le Syndicat des Employés, des Techniciens et des Cadres (S.E.T.Ca.),
la Centrale Nationale des Employés (C.N.E.) ou

A

la Centrale Générale des Syndicats Libéraux de Belgique (C.G.S.L.B.) ;

2) être liés par un contrat de travail à l'un des services visés à l'article 1.

§2. Il est octroyé aux travailleurs qui, au cours de l'exercice social précédent, ne répondent pas durant 12 mois aux conditions reprises à l'article 4 § 1, un avantage social sur base de 1/12^{ème} du montant annuel total, par mois **presté** ou assimilé tel que **défini** dans l'annexe à la présente convention collective de travail.

Dérogations

Article 5

§1. Les travailleurs, qui répondent aux conditions de l'article 4 § 1 et bénéficient d'une pause-carrière complète, n'ont droit à l'avantage social complémentaire qu'à concurrence maximum des 12 premiers mois de la prise en cours de l'interruption de carrière.

§2. Les travailleurs malades, qui répondent aux conditions de l'article 4 § 1 ont droit, au cours de la période de maladie, à l'avantage social complémentaire à concurrence des 36 premiers mois consécutifs de la suspension de leur contrat.

§3. Les travailleurs prépensionnés, qui répondent à la condition de l'article 4 § 1, 1^o et qui ont été liés par un contrat de travail au dernier jour de leur carrière professionnelle à l'un des services visés à l'article 1^{er}, ont droit à l'avantage social complémentaire jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge légal de la pension.

§4. Les travailleurs pensionnés au cours de l'exercice social précédent et répondant à la condition de l'article 4 § 1, 1^o ont droit à l'avantage social complémentaire complet.

§5. Le conjoint du travailleur qui répondait à la condition de l'article 4 § 1 et qui est décédé au cours de l'exercice social précédent a droit à l'avantage social complémentaire complet.

CHAPITRE IV - MONTANT

Article 6

Le montant de l'avantage social complémentaire est fixé comme suit:

- Les travailleurs à temps plein: 116,51 €
- Les travailleurs à temps partiel: 78,09 €
- Les travailleurs qui connaissent les deux régimes de travail : 9,72 € par mois **presté** ou assimilé à temps plein auxquels on ajoute 6,52 par mois **presté** ou assimilé à temps partiel.

CHAPITRE V - MODALITÉS DE PAIEMENT

Article 7

Les employeurs visés à l'article 1 de la présente convention remettent avant le 15 mars à chaque travailleur occupé dans leur service au cours de l'exercice social précédent et aux personnes visées à l'article 5, un formulaire en deux parties dûment rempli et signé dont le modèle est arrêté par la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors.

Article 8

Les personnes remplissant les conditions d'octroi visées aux articles 4 et 5 remettent à l'une des organisations des travailleurs mentionnées à l'article 4 § 1, 1^o dont elles sont membres, le formulaire visé à l'article 7.

1

Cette organisation vérifie l'affiliation effective de l'intéressé(e) ainsi que la justification de son droit, calcule le montant de l'avantage social et paie l'intéressé(e). Le formulaire «prime syndicale» portera pour contrôle, le cachet d'une des organisations représentatives des travailleurs visés à l'article 4 § 1, 1^o.

La vérification et le paiement ont lieu du 1^{er} avril au 15 septembre.

Art. 9

Le Fonds social peut, sur demande d'une organisation syndicale, octroyer une avance sur les primes syndicale à payer aux travailleurs affiliés.

L'organisation syndicale doit spécifier à partir de quel compte bancaire, ouvrier ou employé, elle souhaite voir réaliser cette avance.

L'avance peut être demandée à partir du mois d'avril de chaque année et porte sur 80% de la somme payée l'année précédente.

Article 10

Avant le 15 octobre, chacune des organisations visées à l'article 4 § 1, 1^o fournit aux employeurs un décompte reprenant le montant total des avantages sociaux payés, augmenté de frais administratifs y afférent.

Les employeurs rembourseront les organisations des travailleurs dès réception de leurs décomptes partiels ou définitifs.

Les décomptes rentrés après la date limite du 15 novembre seront automatiquement honorés l'année suivante.

Les organisations des travailleurs sont tenues de conserver, durant les trois ans qui suivent leur dépôt, les formulaires de demande qui peuvent être contrôlés par les personnes désignées à cette fin par la commission paritaire.

CHAPITRE VI - DISPOSITIONS FINALES

Article 11

Elle est conclue pour une durée indéterminée et entre en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Elle peut être résiliée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois signifié par lettre recommandée à la poste adressée au Président de la Sous-commission paritaire 318.01.

Annexe à la C.C.T. 21 mai 2007 relative à l'octroi d'un avantage social complémentaire au personnel administratif et social

Dans le cadre de l'application de la présente convention collective de travail, il faut entendre par **journées prestées** les journées ou parties de journées effectivement consacrées au travail.

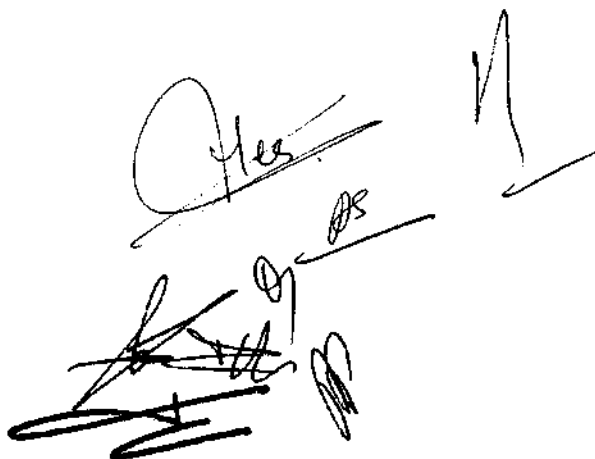
Par journées assimilées, il faut entendre:

1. Les journées ou parties de journées non prestées, pour lesquelles l'employeur est tenu de payer une rémunération (par exemple: salaire garanti, jours fériés, petits chômages,...) ;
2. Les journées pendant lesquelles l'exécution du contrat de travail est suspendue en raison des vacances annuelles auxquelles les travailleurs ont droit en vertu des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés;
3. Le sixième jour non **presté** de chacune des semaines de cinq jours, dans le cas où le travail hebdomadaire est réparti, au cours du trimestre, tantôt sur cinq, tantôt sur plus de cinq jours;
4. Les journées comprises dans les douze premiers mois de la période d'incapacité de travail partielle consécutive à une incapacité de travail temporaire totale, à condition que le pourcentage reconnu de l'incapacité temporaire partielle soit au moins égale à 66% ;
5. Les journées de repos de grossesse et d'accouchement: sept semaines (neuf en cas de naissance multiple) avant et huit semaines après les couches; si l'ouvrière n'a effectivement cessé son travail professionnel que moins de six semaines (huit en cas de naissance multiple) avant son accouchement, l'assimilation est prorogée d'un délai qui correspond à la période pendant laquelle elle a continué à travailler à partir de la sixième semaine (huitième en cas de naissance multiple) précédent son accouchement;
6. Les périodes reconnues d'allaitement;
7. Les journées de rappel ordinaire sous les armes dont la durée ne peut dépasser 74 ou 66 jours, selon que le travailleur participe ou non à la formation de cadres de réserve;
8. Les journées consacrées à l'accomplissement de devoirs civiques (tuteur, membre d'un conseil de famille, témoins en justice, juré, électeur, membre du bureau de vote);
9. Les journées consacrées à l'exercice d'un mandat public et d'obligations syndicales reprises à l'article 16, 9° et 10° de l'arrêté royal du 30 mars 1967 tel que modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 1970 ;
10. Les journées de participation à des stages ou journées d'étude consacrées à la formation syndicale, organisées par les organisations représentatives des travailleurs ou par des instituts spécialisés reconnus par le Ministre compétent à raison de douze jours maximum par an ;
11. Les jours de grève et de **lock-out**, dans les conditions suivantes:
 - a) les travailleurs doivent avoir été effectivement occupés au moins un jour des vingt-huit jours successifs précédant le jour du début de la grève ou du lock-out;
 - b) la grève doit avoir été précédée d'une tentative de conciliation faite par un conciliateur, choisi par les parties ou à la demande de l'une d'elles, par le Ministre de l'Emploi et du Travail. Elle doit intervenir à l'expiration d'un préavis collectif de grève, notifié par une organisation syndicale représentée à la commission paritaire des services d'aide aux familles et aux personnes âgées. Ce préavis peut être signifié, au plus tôt, le septième jour qui suit la première réunion tenue par le conciliateur choisi ou désigné. Il est notifié, soit par lettre recommandée à la poste adressée à chaque employeur individuellement, soit par l'insertion dans le procès-verbal d'une réunion de conciliation. Il prend cours le jour qui suit celui au cours duquel il est notifié et sa durée est d'au moins sept jours;

12. Les journées de chômage partiel;
13. La période de congé extra-légale accordée par l'employeur aux travailleurs étrangers qui rentrent dans leur pays;
14. Pour les jeunes travailleurs, la période d'école et la période comprise entre la date où ils quittent l'établissement scolaire et le début de leur premier contrat de travail (avec un maximum de quatre mois, cette limite est portée au 31 décembre pour les jeunes ayant terminé l'année scolaire).

Il y a lieu de calculer les droits de la même façon que prévu par la législation relative aux vacances annuelles des ouvriers, c'est-à-dire que le début du premier contrat de travail doit se situer dans les quatre mois après la fin des études; cette limite est portée au 31 décembre (soit environ six mois) pour les jeunes ayant terminé entièrement l'année scolaire.

Dans ce cas, la période encore passée à l'école, ainsi que la partie des quatre mois (ou six mois) non travaillée tombant entre la date où ils quittent l'école et le 31 décembre de l'année en cours, sont assimilées à des journées de travail normal.

Handwritten signatures and initials at the bottom right of the page. There are several overlapping signatures in black ink, including a large one that appears to say 'Oles' and another that looks like 'N'. There are also some smaller initials and scribbles.

20-08-2007

REGISTR.-ENREGISTR.

09-10-2007

85.122/G/318.01

Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp
PSC 31801

Collectieve arbeidsovereenkomst van 21 mei 2007 tot toekenning van een aanvullend sociaal voordeel aan het administratief en sociaal personeel

HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en op de werkgevers van de diensten die ressorteren onder het Paritair Subcomité 318.01.

Artikel 2

Voor de toepassing van deze cao, moet verstaan worden:

- Onder **werknemer**: het **mannelijk** en vrouwelijk administratief en sociaal bediendepersoneel;
- Onder voltijds werknemer: **elke** werknemer die, per kwartaal, ten **minste** 51 % presteert van het aantal arbeidsuren of **-dagen** bepaald in de dienst voor een voltijdse tewerkstelling;
- Onder deeltijds werknemer: elke werknemer die, per kwartaal, 50 % of **minder** presteert van het aantal arbeidsuren of **-dagen** bepaald in de dienst voor een voltijdse tewerkstelling;
- Onder sociaal boekjaar: de **periode** van 1 januari tot 31 december;
- Onder ziekteperiode: de **periode** van volledige ongeschiktheid die voortvloeit uit een arbeidsongeval of een beroepsziekte of die te wijten is aan een ongeval of ziekte die niets met het beroep te **maken** heeft;
- Onder **maand** in het kader van de berekening van het sociaal voordeel: een volledige **maand**, evenals elke maand tijdens dewelke de arbeidsovereenkomst uiterlijk op de vijftiende is ingegaan en elke maand tijdens dewelke de arbeidsovereenkomst na de vijftiende werd beëindigd.

HOOFDSTUK II -DOEL

Artikel 3

De werknemers tewerkgesteld door één van de diensten bedoeld in artikel 1 hebben recht op een aanvullende sociaal voordeel ten **laste** van het Sociaal fonds onder de voorwaarden bepaald door deze collectieve arbeidsovereenkomst.

HOOFDSTUK ffl - TOEKENNINGSVOORWAARDEN

Algemeen principe

Artikel 4

§1. Om het totaalbedrag van het sociaal voordeel te genieten, **moeten** de werknemers bedoeld in artikel 1 op 1 januari van het vorige boekjaar aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1) Lid zijn van één van de representatieve **werknemersorganisaties**, namelijk:

A

"le Syndicat des Employés, des Techniciens et des Cadres" (S.E.T.Ca.),
"la Centrale Nationale des Employés" (C.N.E.) of
de Algemene Centrale der **Liberale** Vakbonden van België (A.C.L.V.B.);

2) Door een arbeidsovereenkomst gebonden zijn aan één van de diensten bedoeld in artikel 1.

§2. Aan de werknemers die, tijdens het vorige sociaal boekjaar, gedurende 12 maanden **niet** aan de voorwaarden in artikel 4 § 1 beantwoordden, wordt een sociaal voordeel toegekend op basis van 1/12 van het totale jaarbedrag, per gepresteerde of gelijkgestelde **maand**, zoals bepaald in de bijlage bij deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Afwijkingen

Artikel 5

§1. De werknemers, die voldoen aan de voorwaarden van artikel 4 § 1 en een volledige loopbaanonderbreking genieten, hebben slechts **recht** op het aanvullend sociaal voordeel **tot** maximaal de eerste 12 maanden van de van de loopbaanonderbreking.

§2. De zieke werknemers, die voldoen aan de voorwaarden van artikel 4 § 1, hebben, tijdens de ziekteperiode, recht op het aanvullend sociaal voordeel **tot** de eerste 36 opeenvolgende maanden van de schorsing van hun overeenkomst.

§3. De bruggepensioneerde werknemers die voldoen aan de voorwaarde van artikel 4 §1, 1° en die **tot** de laatste dag van hun beroepsloopbaan gebonden zijn door een arbeidsovereenkomst aan één van de diensten bedoeld in artikel 1 hebben recht op het aanvullend sociaal voordeel **tot** zij de wettelijke pensioenleeftijd hebben bereikt.

§4. De tijdens het vorige boekjaar gepensioneerde werknemers en die voldoen aan de voorwaarde van artikel 4 §1, 1° hebben recht op het volledige aanvullend sociaal voordeel.

§5. De echtgenote van de **werknemer** die voldeed aan de voorwaarde van artikel 4 §1 en die overleden is tijdens het vorige sociaal boekjaar heeft recht op het volledige aanvullend sociaal voordeel.

HOOFDSTUK IV - BEDRAG

Artikel 6

Het bedrag van het aanvullend sociaal voordeel wordt **als volgt** vastgelegd:

- De voltijdse werknemers: 116,51 €
- De deeltijdse werknemers: 78,09 €
- De werknemers die in twee arbeidsstelsels werken: 9,72 € per voltijds gepresteerde of gelijkgestelde maand waarbij 6,52 € wordt gevoegd per deeltijds gepresteerde of gelijkgestelde maand.

HOOFDSTUK V - BETALINGSMODALITEITEN

Artikel 7

De werkgevers bedoeld in artikel 1 van deze overeenkomst geven **vóór 15 maart** aan **elke** werknemer tewerkgesteld in hun dienst tijdens het vorige sociaal boekjaar en aan de personen bedoeld in artikel 5 een formulier dat behoorlijk in tweevoud **moet** worden ingevuld en ondertekend, waarvan het **model** wordt bepaald door het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp.

Artikel 8

De personen die voldoen aan de toekenningsvoorwaarden bedoeld in de artikelen 4 en 5 bezorgen één van de **werknemersorganisaties** vermeld in artikel 4 § 1, 1°, waarvan zij lid zijn, het formulier, bedoeld in artikel 7, terug.

Deze organisatie controleert het effectieve lidmaatschap van de betrokkene, evenals de rechtvaardiging van zijn recht, berekent het bedrag van het sociaal voordeel en betaalt de betrokkene. Het formulier "vakbondspremie zal, ter **controle**, een volgnummer dragen en de stempel van één van de representatieve werknemersorganisaties bedoeld in artikel 4 §1, 1°. De **controle** en de betaling zal gebeuren tussen 1 april en 15 september.

Artikel 9

Op vraag van een vakorganisatie kan het sociaal fonds een voorschot toekennen op de vakbondspremies die aan de aangesloten **werknemers moeten** betaald worden.

De vakorganisatie moet specificeren vanaf welke bankrekening, arbeider of bediende, zij dit voorschot wenst te verwezenlijken.

Het voorschot kan gevraagd worden vanaf de **maand** april van **elk** jaar en gaat over 80 % van de **som** die vorig jaar betaald werd.

Artikel 10

Vôôr 15 oktober bezorgt elk van de organisaties bedoeld in artikel 4 § 1, 1° het fonds een **afrekening** met het totale bedrag van de betaalde sociale voordelen, verhoogd met de administratieve kosten die er betrekking op hebben.

Het sociaal fonds zal de werknemersorganisaties terugbetalen na ontvangst van hun gedeeltelijke of **definitieve afrekeningen**.

De afrekeningen ontvangen na de uiterste **datum** van 15 november zullen automatisch het volgende jaar betaald worden.

De werknemersorganisaties zijn verplicht om de aanvraagformulieren, die gecontroleerd kunnen worden door de daartoe door de raad van bestuur aangestelde personen, gedurende drie jaar te bewaren.

HOOFDSTUK VI - SLOTBEPALINGEN

Artikel 11

Zij wordt voor onbepaalde duur gesloten en wordt van kracht op 1 januari 2007.

Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd, mits een **opzeggingstermijn** van drie maanden wordt nageleefd, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité 318.01.

Bijlage bij de cao van 21 mei 2007 tot toekenning van een aanvullend sociaal voordeel aan het administratief en sociaal personeel

In het kader van de toepassing van deze collectieve **arbeidsovereenkomst** moet onder **gepresteerde dagen** worden verstaan, de dagen of gedeelten van dagen **effectief** besteed aan het werk.

Onder **gelijkgestelde dagen** wordt verstaan:

1. De niet-gepresteerde dagen of gedeelten ervan waarvoor de werkgever verplicht is een vergoeding te betalen (bijvoorbeeld: gewaarborgd loon, feestdagen, kort **verzuim**, ...);
2. De dagen tijdens dewelke de uitvoering van de arbeidsovereenkomst wordt geschorst **omwille** van jaarlijkse vakantie waarop de werknemers op grond van de wetten betreffende de jaarlijks verlof van de loontrekkende werknemers recht hebben;
3. De zesde niet-gepresteerde dag van **elke** vijfdaagse week, indien de wekelijkse arbeid, tijdens het kwartaal, verdeeld is over **ofwel** vijf, **ofwel** meer dan vijf dagen;
4. De dagen begrepen in de eerste twaalf maanden van de **periode** van gedeeltelijke ongeschiktheid, volgend op een volledige tijdelijke arbeidsongeschiktheid, op voorwaarde dat het erkende percentage van de gedeeltelijke tijdelijke arbeidsongeschiktheid ten **minste** gelijk is aan 66 %;
5. De dagen zwangerschaps- en bevallingsrust: zeven weken (negen in **geval** van **meergeboorte**) voor en acht weken na de bevalling; **als** de arbeidster effectief slechts gestopt is met haar beroepsarbeid **minder** dan zes weken (acht bij meergeboorte) voor haar bevalling, wordt de gelijkstelling verlengd met een **termijn** die overeenstemt met de **periode** tijdens dewelke zij is blijven werken vanaf de zesde week (achtste bij meergeboorte) die voorafgaat aan haar bevalling;
6. De erkende borstvoedingsperiodes;
7. De gewone dagen van wederoproeping onder de wapen waarvan de duur 74 of 66 dagen niet **mag** overschrijden, naargelang de werknemer al dan niet deelneemt aan de opleiding **tot** het reservekader;
8. De dagen besteed aan het volbrengen van burgerplichten (voogd, **lid** van een familieraad, getuige bij een rechtszaak, jurylid, kiezer, lid van een stembureau);
9. De dagen besteed aan de uitoefening van een publiek mandaat en vakbondsverplichtingen opgenomen in artikel 16, 9° en 10° van het koninklijk besluit van 30 maart 1967, gewijzigd door het koninklijk besluit van 20 **juli** 1970;
10. De dagen van deelname aan stage of studiedagen gewijd aan de **vakbondsvorming**, georganiseerd door de representatieve werknemersorganisaties of door de gespecialiseerde instituten erkend door de bevoegde Minister gedurende maximaal twaalf dagen per jaar;
11. Stakingsdagen of **lock-outs**, onder de volgende voorwaarden:
 - a) De werknemers **moeten** ten minste één van de achtentwintig opeenvolgende dagen voorafgaand aan de dag van het begin van de staking of de **lock-out** effectief tewerkgesteld geweest zijn;
 - b) De staking moet voorafgegaan zijn door een verzoeningspoging door een bemiddelaar, gekozen door de partijen of op vraag van een van hen, door de Minister van Werk. Zij moet **tot stand komen** bij het aflopen van een collectieve stakingsaanzegging, betekend door een vakorganisatie vertegenwoordigd in het paritair comité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp. Deze aanzegging kan ten vroegste betekend worden op de zevende dag die **volgt** op eerste vergadering belegd door de gekozen of aangestelde bemiddelaar. Zij wordt betekend, ofwel via een ter post aangetekende brief, aan elke werkgever individueel, ofwel door toevoeging aan de notulen van een verzoeningsvergadering. Zij wordt van kracht de dag die

↓

volgt op diegene waarop de aanzegging wordt betekend en duurt ten minste zeven dagen;

12. De dagen gedeeltelijke **werkloosheid**;
13. De **periode extra-legaal** verlof, toegestaan door de werkgever aan de buitenlandse werknemers die naar hun **land terugkeren**;
14. Voor de jonge werknemers, de schoolperiode en de **periode** tussen de datum waarop zij de school verlaten en het begin van hun eerste arbeidsovereenkomst (met een maximum van vier maanden, deze limiet wordt op 31 december gebracht voor de jongeren die het schooljaar hebben beëindigd).
De rechten **moeten** op dezelfde manier worden berekend **als** bepaald door de wetgeving **betreffende** het jaarlijks verlof van de arbeiders, dit **wil** zeggen dat het begin van de eerste arbeidsovereenkomst zich moet bevinden binnen de vier maanden na het einde van de studies; deze **limiet** wordt op 31 december gebracht (**ofwel** ongeveer zes maanden) voor de jongeren die het schooljaar volledig hebben beëindigd.

In dit **geval** worden de **periode** die nog op school wordt doorgebracht en het gedeelte van de vier (of zes) niet-gewerkte maanden die vallen tussen de datum dat zij de school verlaten en 31 december van het lopende jaar gelijkgesteld met normale werkdagen.